

MINUSCA

en action 

Bulletin d'information de la MINUSCA | NUMÉRO 039 | DU 16 AU 31 DÉCEMBRE 2016



LE CHEF DE L'UNOCA SALUE LES PROGRÈS ENREGISTRÉS EN RCA



• LES MAIRES DE BANGUI EXPRIMENT LEUR GRATITUDE À LA MINUSCA À L'AUBE DE LA NOUVELLE ANNÉE



• LE PROCESSUS ÉLECTORAL DE SORTIE DE CRISE OFFICIELLEMENT CLOS EN CENTRAFRIQUE



• 195 SOLDATS DES FORCES ARMÉES CENTRAFRIKAINES BIEN TÔT SUR LES THÉÂTRES DES OPÉRATIONS



<https://minusca.unmissions.org>



<https://facebook.com/minusca.unmissions>



https://twitter.com/UN_CAR



<https://www.flickr.com/photos/unminusca/>

SOMMAIRE

- 3** LE CHEF DE L'UNOCA SALUE LES PROGRÈS ENREGISTRÉS EN RCA
- 4** UNE SOIXANTAINE DE FEMMES MISES À CONTRIBUTION POUR FAIRE REVENIR LA PAIX À BAMBARI
- 5** DES BÂTIMENTS RÉNOVÉS ET UN NOUVEAU POOL D'INSTRUCTEURS POUR LES FORCES ARMÉES CENTRAFRICAINES
- 6** BIENTÔT DES RAPPORTS DE LA RCA SUR LES DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS
- 7** LA MINUSCA VA APPUYER L'INSTALLATION DES COMITÉS LOCAUX DE PAIX ET DE RÉCONCILIATION, PROMET DIANE CORNER
- 8** LES MAIRES DE BANGUI EXPRIMENT LEUR GRATITUDE À LA MINUSCA À L'AUBE DE LA NOUVELLE ANNÉE
- 9** LE CHEF DE LA MINUSCA RÉAFFIRME SON SOUTIEN AUX POPULATIONS DE BRIA



Les ondes de la paix

Bangui | Berberati | Bouar | Paoua | Bossangoa | Kaga-Bandoro
Bambari | Bria | Bangassou | Ndélé | Birao | Obo



LE CHEF DE L'UNOCA SALUE LES PROGRÈS ENREGISTRÉS EN RCA

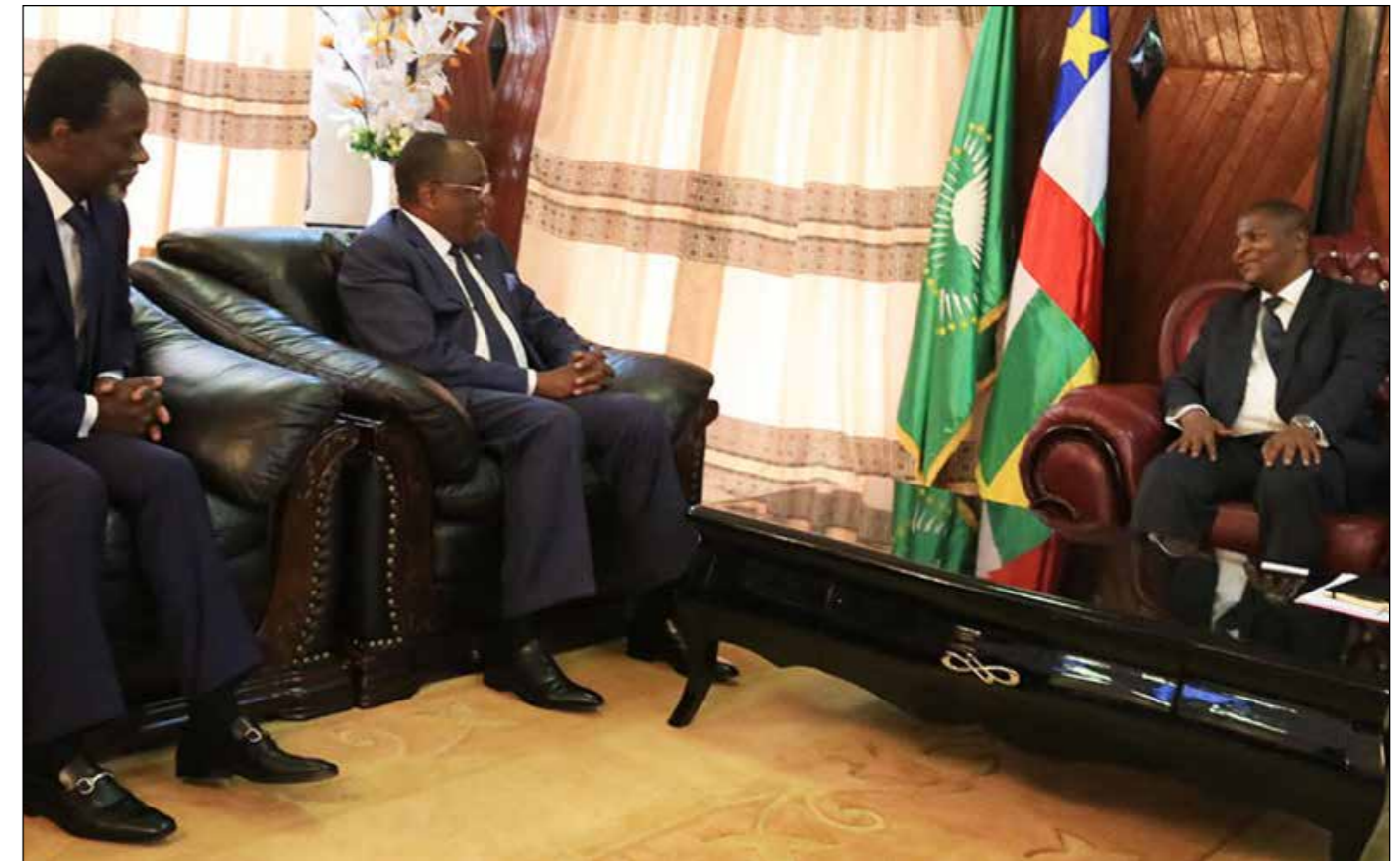


Photo UN / MINUSCA

En visite de travail les 28 et 29 décembre 2016 en Centrafrique, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique centrale et Chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA), François Louncény Fall, a fait le point de sa visite, le 29 décembre, au cours d'une conférence de presse. Il était en compagnie du Chef de la MINUSCA, Parfait Onanga-Anyanga.

François Louncény Fall a noté avec satisfaction les avancées enregistrées après la crise qu'a connue le pays, tout en reconnaissant que les défis qui restent à relever sont énormes. Il a donc appelé les Centrafricains à œuvrer ensemble pour le relèvement et le retour de la paix, et mis un accent particulier sur la bonne tenue des élections, lesquelles ont permis l'installation des institutions de la République. « Ces élections qui se sont déroulées de façons régulières constituent un bel exemple pour l'Afrique et le monde », a insisté le Chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale, qui a aussi réitéré la disponibilité de la famille onu-

sienne à les accompagner.

François Louncény Fall, qui avait déjà servi à la tête du bureau des Nations Unies en Centrafrique entre 2007 et 2009, a aussi tenu à faire valoir que les problèmes de la Centrafrique ne sont pas d'ordre religieux, insistant sur le fait que « les Centrafricains ont toujours vécu ensemble ».

Il convient de rappeler qu'au cours de cette visite qui s'inscrit dans le cadre d'une tournée dans les États de la région, François Louncény Fall s'est entretenu avec le Chef de l'État centrafricain, Faustin Archange Touadéra, le président de l'Assemblée nationale, Abdoul Karim Meckassoua, ainsi que les leaders de la plateforme religieuse.

Le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale a été inauguré à Libreville (Gabon) le 02 mars 2011, et a pour mandat de coopérer avec la CEEAC et d'autres organisations régionales ou partenaires clefs, et de les aider dans leur action visant à promouvoir la paix et la stabilité dans la sous-région Afrique centrale ■

EN BREF

■ **LE 20 DÉCEMBRE**, les sections des droits de l'homme et des affaires politiques de la MINUSCA ont tenu une séance de travail avec des représentants de la communauté musulmane à Bouar. Les discussions ont porté sur les activités de formation et de sensibilisation des droits de l'homme dans la communauté. Les autorités musulmanes ont souligné la nécessité pour la MINUSCA de tenir compte dans ses sensibilisations, des aspects des droits économiques et sociaux, de la protection des personnes et des biens, de la liberté d'association et de la lutte contre la marginalisation sociale et politique.

■ **LE JEUDI 22 DÉCEMBRE 2016**, la section genre de la MINUSCA a participé à la remise de site et au lancement officiel du projet de réhabilitation de la maison d'arrêt de Mbaïki. Ce projet, conjointement mené par les sections genre et appui à la justice, a pour objectif principal l'amélioration des conditions de détention des femmes, avec l'aménagement d'un quartier pour femmes détenues.

■ **LES NATIONS UNIES** ont publié mercredi un rapport sur la situation des droits de l'homme en République centrafricaine (RCA) entre le 1er juin 2015 et le 31 mars 2016, qui fait état de 1.301 cas de violations et abus des droits de l'homme affectant au moins 2.473 victimes à travers la RCA. Les principaux auteurs de ces actes sont les éléments armés des groupes anti-Balaka, ex-Séléka, la LRA, les 3R et le RJ ainsi que les forces de défense et de sécurité gouvernementales. Parmi les victimes, il y a 1.000 hommes, 261 femmes, 91 garçons, 67 filles, 808 adultes non-identifiés et 246 victimes dont l'âge et le genre n'ont pu totalement être vérifiés.

■ **LE 22 DÉCEMBRE 2016**, la section Genre de la MINUSCA a participé à la remise de site et au lancement officiel du projet de réhabilitation de la maison d'arrêt de Mbaïki. Il s'agit d'un projet conjoint des sections Justice/Correction et Genre qui a pour objectif principal l'amélioration des conditions de détention avec un aménagement de quartier pour femmes détenues ■

UNE SOIXANTAINE DE FEMMES MISES À CONTRIBUTION POUR FAIRE REVENIR LA PAIX À BAMBARI



Impliquer les femmes de Bambari dans le processus de paix, c'est l'objectif que se fixe la Commission Paix de la ville. Avec l'appui du bureau local de la section des Affaires civiles de la Minusca, ladite commission a initié, le 20 décembre 2016, une formation à l'intention de 65 leaders d'opinions issues de diverses

communautés, associations et groupements féminins.

Les participantes ont été instruites aux notions de cohésion sociale pour une coexistence pacifique entre les populations de la préfecture de la Ouaka, eu égard aux violences survenues dans la région dans un pas-sé récent.

« Ces femmes ont été choisies, car sont des leaders d'opinion, à la tête de certaines organisations et associations. Elles sont connues pour l'impact de leurs messages à travers les communautés qu'elles représentent », a expliqué le président de la commission Paix de Bambari, le pasteur Jeannot Nguéréndji.

Au terme de la formation, les 65 femmes formées ont pris plusieurs engagements, résumés par leur porte-parole, Nzapanédé Marie-Hélène: « nous avons pris la décision d'être unies et solidaires afin de faire la sensibilisation de masse dans l'église, les associations, et aussi auprès des groupes armés, pour que Bambari redevienne une ville sans armes et sans violence », a-t-elle déclaré ■

DES BÂTIMENTS RÉNOVÉS ET UN NOUVEAU POOL D'INSTRUCTEURS POUR LES FORCES ARMÉES CENTRAFRICAINES



Photo UN / MINUSCA

Le camp militaire Kas-saï, à Bangui a été, le 16 décembre 2016, le cadre d'une double cérémonie de remise officielle de bâtiments rénovés et de clôture de la formation de 25 officiers et sous-officiers des Forces armées centrafricaines (FACA) destinés à constituer la nouvelle vague des instructeurs militaires du pays, dans le cadre de la réforme du secteur de la sécurité (RSS) en cours.

Une visite guidée a permis au représentant du ministre de la défense, l'inspecteur général de l'Armée nationale, le Général Dolle Waya, au Commandant de la Force de la MINUSCA, le Général Balla Keita, au Commandant de la mission militaire de formation de l'UE en République centrafricaine (EUTM RCA) le Général Eric Hautecloque-Raysz, et à leurs délégations respectives, de voir les quatre bâtiments rénovés par la Minusca, en collaboration avec le génie militaire FACA: un bloc administratif qui comprend une salle de classe et deux bureaux d'instructeurs, un autre constituée de trois salles

de cours, et deux dortoirs d'une capacité de 130 lits.

« Les locaux réhabilités vont permettre de donner une meilleure physionomie à ces lieux et améliorer les conditions de travail des personnels militaires. Il vient par ailleurs compléter la chaîne des infrastructures militaires de l'armée et consolider le dispositif de soutien durable au renforcement des capacités des FACA », s'est réjoui le représentant du ministre de la défense, l'inspecteur général de l'Armée nationale, le Général Dolle Waya. Avant de rappeler l'objectif du gouvernement, conformément à la vision du Chef de l'État, Faustin Archange Touadera, de transformer les FACA et les rendre capable d'assurer efficacement la protection des populations sur toute l'étendue du territoire national en vue d'un retour définitif à la paix.

Cap sur la remise officielle de diplômes de fin de formation aux 25 officiers et sous-officiers venus de tous les corps d'armée, à l'issue d'un stage de formation des formateurs organisé, du 5 au 16 décembre 2016, par la

section chargée de la Réforme du secteur de la sécurité (RSS) de la MINUSCA. Ils constituent le nouveau pool d'instructeurs et aide-instructeurs qui seront déployés dans tous les centres d'instruction militaire du pays.

La pédagogie, la technique et la méthodologie, le rôle de l'instructeur, la communication, la psychologie, le concept Genre, les droits de l'homme, et la protection des civils et de l'enfance, étaient au menu de ces deux semaines de formation.

Les nouveaux instructeurs viennent s'ajouter à ceux issus de la formation organisée en juin 2016 également par la section RSS de la MINUSCA dont le mandat consiste, entre autres, à dispenser des formations dites non-opérationnelles aux forces de défense et de sécurité centrafricaines. Ainsi, ce sont près de 200 FACA qui ont acquis des compétences nouvelles dans les domaines de la pédagogie, la psychologie et l'informatique depuis décembre 2015. L'effectif de FACA selon les derniers chiffres disponibles est estimé à 7.000 militaires ■

BIENTÔT DES RAPPORTS DE LA RCA SUR LES DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS



Photo UN / MINUSCA / Archive

Début 2016, suite à l'élection présidentielle et au retour à l'ordre constitutionnel, la RCA avait décidé de passer en revue les différents mécanismes internationaux auxquels elle est partie et pour lesquels elle avait reçu plusieurs recommandations de la part des instances des Nations Unies.

C'est donc pour l'aider à atteindre cet objectif que le Centre sous-régional des Nations Unies pour les droits de l'homme et la démocratie (CNUDHD) en Afrique centrale, dont le siège est à Yaoundé, en étroite collaboration avec la Division des Droits de l'Homme de la MINUSCA, avait organisé, le 13 avril 2016 à Bangui, un atelier dont les objectifs étaient de « faire l'état des lieux des mécanismes, méthodologies et stratégies de mise en œuvre des conventions des droits de l'homme, échanger ; discuter de manière constructive sur les conditions d'une meilleure performance de la RCA dans la réalisation des conventions de protection des droits de l'homme à travers la rédaction et la soumission des rapports, la mise en œuvre et le suivi des recommandations des organes des traités, des procédures spéciales »⁸⁸, selon le directeur dudit Centre, Ahouwanou Agbessi.

L'atelier qui s'est tenu à Bangui du 19 au 21 décembre 2016, est donc le second du genre, basé sur l'appui technique pour l'élaboration du rapport périodique au titre du Pacte international relatif aux Droits économiques, sociaux et culturels (DESC) par la RCA. Il visait à renforcer les capacités et à outiller les membres du comité interministériel chargé de la rédaction des rapports en vertu des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ratifiés par la RCA, sur les techniques de rédaction du rapport des DESC. Ce comité est composé de 30 membres de différents domaines (santé, éducation...etc.)

En sa qualité de Directeur général des droits de l'homme en RCA et vice-président du comité, Bandjo Mkale Daniel Blaise a rappelé que « la RCA a ratifié le pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels en 1981. Pendant 35 ans, l'État n'a rédigé aucun rapport sur ce pacte-là ». Fort heureusement, « aujourd'hui, l'État est décidé à le faire. Nous sommes en train de réfléchir avec le centre de Yaoundé, pour mettre en place un programme de rédaction », a-t-il conclu ■

LA MINUSCA VA APPUYER L'INSTALLATION DES COMITÉS LOCAUX DE PAIX ET DE RÉCONCILIATION, PROMET DIANE CORNER



Photo UN / MINUSCA / Archive

Après le retour de la République centrafricaine à la légalité constitutionnelle, suite aux élections de février 2016, le Ministère des Affaires sociales et de la Réconciliation nationale a jugé indispensable la mise en place de Comités locaux de paix et de réconciliation (CLPR), conformément aux recommandations du Forum National de Bangui, lesquels ont pour but ultime de parvenir à ancrer en chaque Centrafricain une culture de la non-violence et du dialogue participatif et inclusif.

Ainsi, un programme national a été mis en place par ledit ministère, appuyé par le PNUD et la MINUSCA, et dont le lancement s'est déroulée le 21 décembre 2016 au Stade 20.000 places de Bangui. Elle était présidée par le Chef de l'État Faustin-Archange Touadéra en présence des responsables des Nations Unies et des représentants d'organisations et de missions diplomatiques en RCA, entre autres.

La Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies en Centrafrique, Diane Corner, a rassuré l'assistance de l'appui indéfectible de la MINUSCA au peuple centrafricain. « Je peux vous assurer que la MINUSCA et le PNUD vont appuyer ces efforts, avec le soutien du Peacebuilding Fund, ce fonds des

Nations Unies permettant de venir en aide aux pays qui sortent de crises. Il y a déjà eu la création de certains comités à Bangui. Cela va continuer, et nous sommes là pour appuyer ce processus. Nous travaillons étroitement avec le PNUD et les autres agences des Nations Unies qui sont sur le terrain afin de soutenir les efforts du gouvernement et renforcer les efforts de réconciliation », a-t-elle indiqué.

Pour sa part, le président Faustin-Archange Touadéra s'est dit heureux du lancement de ce programme : « il constitue l'ossature même des actions que j'ai décidé de faire à la tête de ce pays. Aujourd'hui, nous voulons un pays réconcilié avec lui-même, des Centrafricains avec eux-mêmes. Cette réconciliation ne se décide pas par décret. C'est dans les comités locaux, c'est dans les quartiers, pour reconstruire la paix, reconstruire l'unité et dans la dignité ; nous devons nous mettre au travail », a déclaré le Chef de l'État.

De par leur vocation, les CLPR interviennent dans la prévention des conflits, la recherche de la paix et de la réconciliation par la médiation et le dialogue. Chaque CLPR se compose de sept membres venant d'horizons sociaux, culturels, ethniques et religieux divers ■

LES MAIRES DE BANGUI EXPRIMENT LEUR GRATITUDE À LA MINUSCA À L'AUBE DE LA NOUVELLE ANNÉE



Photo UN / MINUSCA

Les maires des huit arrondissements de Bangui et des deux communes de Bimbo et Begoua se sont rendus, le 30 décembre 2016, au quartier-général de la MINUSCA, pour échanger les vœux de la nouvelle année avec les premiers responsables de la Mission.

En sa qualité de président de la délégation spéciale de la ville de Bangui et président de l'Association des maires de Centrafrique (AMCA), Emile Raymond Gros Nakombo, a, au nom de ses collègues, présenté les «

vœux les plus chaleureux» à toute l'équipe de la MINUSCA. « Nous sommes là pour vous témoigner notre gratitude et notre reconnaissance pour les actions que vous menez au quotidien pour notre sécurité, la paix, la cohésion sociale, le bien-être social, économique et culturel », a confié le président de la délégation spéciale de la ville de Bangui aux autorités de la MINUSCA.

Le Représentant du Secrétaire général des Nations Unies en RCA et Chef de la MINUSCA, Parfait Onanga-Anyanga, a remercié les maires pour leur rôle et leurs efforts dans le processus de sécurisation de la ville car « au niveau de Bangui, il faut se réjouir du fait que grâce aux efforts conjugués des Casques bleus de la MINUSCA et des forces centrafricaines, nous sommes en train d'arriver à une maîtrise de l'insécurité ». Il a rappelé que « la population de Bangui a connu des drames innombrables et veut vivre dans la paix aujourd'hui », avant de réaffirmer l'engagement de la MINUSCA à œuvrer aux côtés des autorités centrafricaines, pour la fin le retour de la paix. « Nous sommes à votre service » a-t-il promis aux maires, avant de conclure « nous allons réussir ensemble ».

La visite des maires a été l'occasion pour eux d'apprécier quelques travaux de génie et de nettoyage effectués par la Force à Bangui, dont le nettoyage du grand dépôt de Boeing, pour ainsi contribuer à l'assainissement de la ville ■



LE CHEF DE LA MINUSCA RÉAFFIRME SON SOUTIEN AUX POPULATIONS DE BRIA



Photo UN / MINUSCA

Les 31 décembre 2016 et 1er janvier 2017, Parfait Onanga-Anyanga, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en RCA et Chef de la MINUSCA, a effectué une visite à Bria, accompagné d'une forte délégation de la mission, au nombre desquels le Commandant de la Force, le Général Balla Keita, et le Commissaire de la Police de la MINUSCA, le Général de brigade Roland Zamora.

La délégation a rencontré successivement des représentants des groupes armés Front patriotique pour la renaissance de Centrafrique (FPRC) et Unité pour la Centrafrique (UPC), de la communauté peuhle, des déplacés et de la société civile. « Il était impor-

tant que nous profitons de cette période où les populations sont encore dans la détresse, pour les rencontrer. Nous avons eu l'occasion de rencontrer les déplacés du kilomètre 3, mais aussi, nos entretiens avec la société civile ainsi qu'avec les groupes armés et les communautés nous ont permis de nous faire une meilleure idée de la situation et surtout, d'apprécier les efforts qui sont en train d'être faits pour avancer sur le chemin de la paix », a expliqué Parfait Onanga-Anyanga.

Le chef de la MINUSCA a rassuré les différentes parties du soutien de la Mission et leur a promis que la MINUSCA continuera à travailler pour assurer la sécurité dans la ville, afin que les déplacés puissent regagner leur domicile:

« nous voulons en cette nouvelle année, réaffirmer notre pleine détermination et notre engagement ». Il a également annoncé l'arrivée d'une police opérationnelle de la MINUSCA à Bria et appelé les différents groupes armés à rejoindre la table du comité consultatif dans le cadre du processus DDR qui est le passage obligé pour aller à la paix, car « la politique de la chaise vide ne profite à personne ».

Rappelons que le 21 novembre 2016, des affrontements avaient opposé deux factions de l'ex-Selleka, l'UPC à dominante peuhle au FPRC à dominante Gula, causant la mort d'une trentaine de personnes ■

LE SAVIEZ-VOUS ?

Le 23 décembre 2016, 121 enfants (97 garçons et 24 filles) libérés par les Antis Balaka, suite au plaidoyer mené par l'Unité Protection de l'Enfant de la MINUSCA, en partenariat avec l'UNICEF et l'ONG Internationale Rescue Committee (IRC). C'est la première opération de restitution d'enfants enrôlés par les groupes armés à leurs familles dans la sous-préfecture de Dekoa. ■

LE PROCESSUS ÉLECTORAL DE SORTIE DE CRISE OFFICIELLEMENT CLOS EN CENTRAFRIQUE

La proclamation par le président de la Cour Constitutionnelle de transition (CCT) des derniers résultats des législatives partielles dans la circonscription de Bimbo 1, a mis fin, le 27 décembre 2016, au processus électoral de sortie de crise en République centrafricaine démarré avec le référendum constitutionnel le 13 décembre 2015.

En effet, le 1er tour des élections couplées présidentielle et législatives, tant attendu par la population centrafricaine pour la fin de la transition, va être organisé par l'Autorité Nationale des Élections (ANE) le 30 décembre 2015 avec le soutien de ses partenaires techniques et financiers de la communauté internationale notamment l'Assistance électorale intégrée des Nations Unies. Ces élections vont se dérouler dans l'ensemble du territoire dans un environnement sécuritaire volatile mais acceptable avec des conséquences différentes d'un scrutin à un autre.

Évoquant le processus électoral et probablement la fin de mission de la CCT, Zacharie Ndouba, président de la CCT, a fait mention « d'une étape importante dans le processus de sortie de crise » et surtout d'un « jalon pour une nouvelle ère de démocratie pour la Centrafrique ». Désormais, l'ordre constitutionnel est rétabli dans le pays par la tenue de ces différents scrutins qui ont permis l'élection d'un Président de la République légitime et la mise en place d'une Assemblée Nationale. La dernière décision



Photo UN / MINUSCA / Archive

de la CCT du 27 décembre 2016 déclarant élu député M. SAMBA MOKAMANEDE Ghislain de la circonscription électorale de Bimbo 1, complète le nombre des députés (140) devant siéger à l'Assemblée Nationale.

La fin des élections de sortie de crise en décembre 2016 s'explique par la volonté de se conformer aux décisions rendues par la CCT. En effet, les annulations prononcées par la CCT avaient obligé l'ANE à organiser des élections législatives partielles le 15 mai, 26 juin, 23 octobre et 4 décembre

2016 dans les différentes circonscriptions électorales concernées.

Ravi de ce processus qui vient de s'achever, le président de la Commission des Opérations électorales de l'ANE, Richard Gueret-Gbagba, attribue à cette réussite une « prise de conscience nationale mais surtout par la volonté politique des autorités de la Transition et du soutien indéfectible de la communauté internationale ». Pour lui, en effet, tous les acteurs se sont impliqués dans la mise en œuvre de ce processus et surtout ont préservé ces ac-

quis pour les élections futures. « Il est important pour nous de continuer sur cette voie et surtout de mettre à profit les contributions multiformes de nos partenaires pour sortir définitivement notre pays de l'ornière », a-t-il affirmé.

En revanche, la fin des élections de sortie de crise n'est pas synonyme de fin du processus électoral car il y a plusieurs phases dans un tel processus (phase préélectorale, électorale et post-électorale) comme le souligne Nasser Ed-dine Said Ali, Officier électoral de la MINUSCA. Aujourd'hui,



Photo UN / MINUSCA / Archive

la Centrafrique est donc dans la phase post-électorale où des évaluations du processus passé sont menées dans tous ses aspects (cadre légal, opérations électorales, sensibilisation, éducation civique et communication, financement, etc...) en vue de tirer des leçons pour améliorer l'organisation des prochaines joutes électorales. À cet égard, l'ANE a organisé en fin septembre 2016 un atelier d'évaluation générale du processus électoral de 2015-2016 avec l'ensemble des acteurs nationaux et internationaux. Il en est res-

sorti un ensemble de recommandations adressées à l'ANE, au Gouvernement et à la communauté internationale. Une journée de plaidoyer s'en est suivie pour les présenter officiellement au Gouvernement et à la communauté internationale le 7 octobre dernier.

L'achèvement du processus électoral de sortie de crise a ainsi doté le pays des institutions légitimes et surtout permis à l'ANE d'acquiescer une vaste expérience d'organisation des élections en RCA ■

LE 6^e ARRONDISSEMENT DE BANGUI RENOUE AVEC L'ASSAINISSEMENT



Photo UN / MINUSCA

Les populations de Modoua (6^e arrondissement de Bangui) font face, depuis plus de 50 ans, aux effets néfastes des inondations récurrentes. Et pour cause, la construction anarchique des logements notamment aux abords de la rivière; la pratique de certaines activités tels que la pisciculture ou le maraîchage qui aggravent le phénomène d'érosion du sol, et enfin le comportement incivique d'une frange importante de la population qui choisit le lit de la rivière et les canalisations comme lieu de décharge des ordures ménagères. Cette année, 201 familles ont perdu leurs logements suite à des séries inondations dont ils sont été victimes.

Le 23 décembre 2016 a marqué le lancement des travaux de curage des cours d'eau dans la zone et de collecte des déchets solides. Une initiative du Projet Jeunes à risque de la MINUSCA, en étroite collaboration avec l'Unité Environnement de la Mission, le génie militaire du contingent Indonésien, OCHA et la Mairie du 6^{ème} arrondissement, en réponse aux sollicitations de populations régulièrement éprouvées.

La cérémonie a vu la présence

du Ministre de l'Habitat, du Logement social et de l'Urbanisme, Gaby Leffa, du Maire de la ville de Bangui, Emile Gros Nakombo, et du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies et Coordonnateur humanitaire, Fabrizio Hochschild.

Dans les propos du Représentant Spécial Adjoint du secrétaire général, l'occasion a été de revenir sur ce qui justifie le rendez-vous de ce jour. « Il y a quelques mois, nous avons été appelés à la rescousse par la population du 6^{ème} arrondissement pour constater les dégâts d'une inondation. C'était déplorable. Nous avons décidé d'agir. » Ce jour marque donc le démarrage des travaux, non sans l'aide de la population. Car, comme le pour Edgard Dobiliko, président de l'association des jeunes du 6^{ème} arrondissement, « nous en sommes les principaux bénéficiaires ».

En effet, les travaux, dont le financement est estimé à 20 millions de francs CFA, ont pour but de réduire la vulnérabilité des populations vivant et travaillant aux abords du canal Mbossoro, face aux risques et conséquences néfastes des inondations. Ils seront exécutés par 150 jeunes 150 jeunes femmes et hommes

qui exécuteront des activités de nettoyage, de curage, de collecte et de dépôt des déchets solides vers la station de traitement de Kolongo, aux côtés des éléments du contingent indonésien de la MINUSCA. Durant quatre semaines, ces jeunes, adjoints, vont s'activer dans le curage des cours d'eau et principaux canaux d'évacuation. En outre, ils seront formés pour mener la paire-éducation auprès des habitants du quartier sur la gestion des ordures ménagères. Par ailleurs, en étroite collaboration avec la mairie de Bangui et la mairie du 6^{ème} arrondissement, les jeunes seront encouragés à se constituer en GIE pour assurer la collecte et le dépôt des détritrus.

Les nouvelles recrues ont promis de tout mettre en œuvre pour faire du projet une réussite. Parmi eux, Edgard Dobiliko : « dans le passé, nous avons essayé de travailler avec des moyens rudimentaires et cela n'a pas tenu. La présence de la MINUSCA constitue pour nous une aubaine pour pallier la souffrance dans notre zone », s'est-il réjoui.

Avec cette action conjointe, le Projet Jeunes à risque développera des mécanismes permettant la mise en place d'un système de collecte et gestion efficace des déchets solides qui obstruent les voies d'évacuation des eaux usées et qui favorisent l'inondation des quartiers.

Une belle opportunité pour la tenue des sessions de dialogue communautaire pour le changement de comportement par rapport à la gestion des ordures ménagères, car de l'avis du maire de Bangui, « nous devons nous approprier ces travaux, nous avons reçu l'aide de nos partenaires, préservons ces acquis par une prise de conscience » ■

195 SOLDATS DES FACA BIENTÔT SUR LES THÉÂTRES DES OPÉRATIONS



Photos UN / MINUSCA / Archive

Quatorze semaines. C'est la durée de la formation opérationnelle qui vient de s'achever pour 195 soldats des Forces armées centrafricaines (FACA) sous la supervision de la mission militaire de formation de l'UE en République centrafricaine (EUTM RCA). Ils sont désormais aptes à être déployés sur les théâtres d'opérations pour la défense de la souveraineté de leur pays.

Le ministre de la Défense nationale, Joseph Yakété, le Commandant de l'EUTM RCA, le Général Eric Hautecloque-Raysz, le chef d'État-major des FACA, le Général de Brigade Ludovic Ngaifei, la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies, Diane Corner, et leurs délégations respectives ont pu avoir un aperçu des travaux effectués par les instructeurs et leurs stagiaires.

La formation a, en effet, porté sur quatre points principaux, qui ont fait l'objet d'exercices de

tionnelles au mois d'avril. »

Représentant le Chef de l'État centrafricain et le gouvernement, le ministre de la Défense nationale a dit sa satisfaction de voir ces signes concrets de la restructuration des FACA, car « les Centrafricains attendent depuis longtemps le relèvement de leur armée. »

Une satisfaction qui est aussi celle de la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies qui a rappelé le rôle complémentaire joué par la MINUSCA dans le processus de Réforme du secteur de la Sécurité (RSS), à travers des chantiers tels que la formation des instructeurs militaires (formation non-opérationnelle), la réhabilitation du camp d'instruction militaire Leclerc de Bouar, la construction de l'armurerie du camp Kassaï de Bangui, entre autres. « Nous travaillons étroitement avec les autorités de la RCA et nos autres partenaires pour développer le plan de RSS qui concerne non seulement les FACA, mais aussi la Police et la Gendarmerie », a-t-elle par ailleurs rappelé, non sans terminer en s'adressant à la communauté internationale : « nous sommes sur le bon chemin! »

Ces 195 éléments constituent la première vague de FACA bénéficiant de la remise à niveau, notamment dans le cadre de la restructuration de l'armée ■



ÉVALUER LES DÉFIS HUMANITAIRES ET SÉCURITAIRES À BANGASSOU



Photo UN / MINUSCA

Le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies en RCA, Coordonnateur humanitaire et Représentant résident du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Fabrizio Hochschild, a effectué le 22 décembre 2016, une visite de travail à Bangassou, dans la préfecture de Mbomou.

« C'est une visite de familiarisation pour voir un peu les progrès qu'il y a eu en terme de travail humanitaire, mais aussi, en terme de sécurité et de relèvement », a expliqué M. Hochschild qui, sur place, a rencontré les autorités locales, notamment le maire et le préfet, des représentants d'organisations de la société civile et de jeunes, ainsi que les responsables des ONG Médecins sans frontières et CARITAS. « Le grand défi, c'est la sécurité », a confié lors des discussions l'Abbé Guy-Florentin Nzingazo, directeur de l'ONG Caritas et coordonnateur humanitaire à Bangassou,

Un avis que partage le Représentant spécial adjoint, qui relève qu'il y a un réel manque de sécurité, de l'État de droit, de

présence et de capacité de l'administration. Il y a toujours des extorsions de la part des groupes armés, qui perçoivent des taxes illégales, ainsi que de violences contre les femmes et cela constitue une grande préoccupation», a-t-il souligné.

Aussi, au nombre des recommandations formulées, retrouve-t-on le renforcement de la sécurité. « Nous aimerions que la MINUS-

CA puisse intervenir d'avantage, en renforçant sa position au niveau du sud de la préfecture », a recommandé Omer Feyomona, Préfet de Mbomou. Fabrizio Hochschild a dit comprendre l'ampleur des défis et promis que la MINUSCA étudiera les possibilités d'optimiser son soutien à la localité, dans les limites de son mandat ■



Photo UN / MINUSCA / Archive

LE « CAFÉ POLITIQUE », UN NOUVEAU CADRE D'ÉCHANGES POUR DES ACTEURS POLITIQUES DE LA NANA-MAMBÉRÉ



Photo UN / MINUSCA

Le « Café politique », un nouveau cadre d'échanges pour des acteurs politiques de la Nana-Mambéré

Dans le cadre de ses échanges réguliers avec les acteurs politiques de la préfecture de la Nana Mambéré, la section des Affaires politiques du bureau régional de la MINUSCA à Bouar (Préfecture de la Nana-Mambéré) a initié, le 21 décembre 2016, la première édition du «Café politique», un espace de parole spécifique dans lequel les participants échangent librement, dans le respect de leurs points de vue respectifs. Son objectif est de « susciter et d'animer le débat pour faire avancer la reconstruction post-conflit,

le développement socio-économique et la gouvernance institutionnelle en RCA ».

Une vingtaine d'acteurs de la vie politique de la Nana Mambéré et d'indépendants ont pris part à la rencontre. Les discussions ont porté sur les derniers développements politiques en République centrafricaine ainsi que leur impact dans la préfecture de la Nana-Mambéré. Au cours de la discussion, les participants ont échangé leurs points de vue sur les réalisations du gouvernement en relation avec le mandat de la MINUSCA; les mesures mises en œuvre par le Parlement en ce qui concerne l'adoption de lois et de projets de loi ; les acquis et les succès de la reconstruction so-

cio-économique et post-conflit en RCA ; les progrès réalisés par le dialogue avec les groupes armés; la cohésion sociale ; la vie des partis politiques ; les activités et les perspectives des dirigeants.

L'initiative a été appréciée des participants qui, à l'occasion, ont salué le soutien apporté par la MINUSCA et la communauté internationale au processus de paix dans le pays, plaidant en faveur de la poursuivre des efforts dans plusieurs secteurs, notamment la sécurité, la cohésion sociale et la réconciliation. L'évènement est prévu pour se tenir à une fréquence mensuelle ■



RESTAURATION DE L'AUTORITÉ DE L'ÉTAT : LA NOUVELLE MAIRIE DE BOEING DÉSORMAIS OPÉRATIONNELLE



Photo UN / MINUSCA

Plusieurs mois de médiation de la MINUSCA et de l'ex-gouvernement de Transition ont été nécessaires pour la signature, le 11 février 2016 au quartier Boeing (banlieue de Bangui, commune de Bimbo III), du Pacte de non-agression et de réconciliation entre les populations de Boeing et PK5. Un engagement résumé en 12 articles et matérialisé par l'ouverture de l'accès au cimetière musulman de Boeing, bloqué depuis trois ans.

Dans le cadre du respect des recommandations dudit pacte, la MINUSCA avait promis à ces communautés de Boeing de réaliser certains projets pouvant faciliter le retour de l'autorité de l'État à l'exemple de la réhabilitation du bâtiment de la mairie de Boeing.

Et comme l'a rappelé le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies, Coordonnateur Humanitaire et Représentant du PNUD, Fabrizio Horschshild, qui a procédé, le 20 décembre 2016, à la remise officielle du bâtiment, « le projet de réhabilitation de la mairie de Boeing a été adopté à la demande de la communauté de Boeing comme un signe du retour de l'autorité de l'État à Boeing. La création d'un lieu de rencontre et de décision pour le développement de la circonscription, est un signe de solidarité de la communauté internationale et, surtout, un élément clé de l'accompagnement du Pacte de non-agression signé le 11 février 2016 ». Occasion pour lui de réaffirmer l'engagement de la communauté internationale et particulièrement des Nations unies à accompagner les efforts

de restauration de la cohésion sociale. C'était en présence des membres du Gouvernement, des élus locaux ainsi que les populations de Boeing et de PK5.

Pour le ministre des Affaires sociales et de la Réconciliation nationale, Virginie Baïkoua, « les Centrafricains doivent vivre en harmonie. Le pays est assez grand pour tout le monde. Chaque Centrafricain doit se mettre au travail pour la reconstruction du pays. »

Une exhortation reprise et soutenue par le ministre de l'Intérieur, de la Sécurité publique et de l'Administration du Territoire, Jean Serge Bokassa, qui a invité la population de protéger ce bâtiment étant entendu que « c'est un lieu qui sert la délivrance des actes de naissance. Chacun, dans son savoir-faire, doit utiliser ses talents pour développer le pays. » ■

EN LIGNE | ONLINE MINUSCA

Votre site d'informations et d'analyses sur
la Centrafrique et les Nations Unies.
Disponible sur smartphones

Your one-stop source for news and information
about Central African Republic and the UN.
Available on smartphones



UN photo / Graphisme CPIO / MINUSCA

Découvrez le nouveau site Internet de
la Mission des Nations Unies en Centrafrique

Check out the new website of the UN Mission
in the Central African Republic

<https://minusca.unmissions.org>